



**PRÉFET
DU BAS-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement Grand Est**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 08 JAN. 2024

mettant en demeure la société SARP GRAND EST
de déposer une notification des modifications apportées à ses installations
de Strasbourg, 14 rue de Rouen,
et de respecter les modalités de surveillance des effluents qu'elle oriente
vers la station d'épuration de Strasbourg-La Wantzenau

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN**

**OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

- VU** le code de l'environnement, notamment ses articles L. 181-14, R. 181-46, L. 171-8 ;
- VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation de l'établissement du 15 avril 2008, modifié le 26 novembre 2018 ;
- VU** le rapport de la visite d'inspection du 7 novembre 2023 du site d'exploitation de la rue de Rouen à Strasbourg de la société SARP GRAND EST ;

CONSIDÉRANT que le 7 novembre 2023, lors de la visite susmentionnée, il a été constaté, comme lors de la précédente visite du 6 mai 2022, que les conditions d'exploitation du site ont notablement évolué par l'abandon des activités de traitement physico-chimique de déchets relevant de la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, l'arrêt des rejets d'eaux industrielles au réseau auxquels sont substitués des enlèvements périodiques d'eaux séparées des hydrocarbures et décantées (activité de curage de citernes de déchets d'assainissement et de citernes collectant le contenu de séparateurs d'hydrocarbures) ;

CONSIDÉRANT que, bien qu'y ayant déjà été invité lors de la précédente visite réalisée en 2022, l'exploitant n'a pas déposé, pour ces modifications notables, de dossier descriptif tel qu'il le faudrait en application de l'article R. 181-46 II du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les eaux résiduaires, provenant du traitement de l'eau du curage de citernes réalisé par SARP GRAND EST, sont évacuées par bâchées (par route et non plus par le réseau) à la station d'épuration de Strasbourg-La Wantzenau sans que l'exploitant en réalise et en transmette la surveillance prescrite à l'article 9.4.1 de l'arrêté préfectoral du 15 avril 2008 susvisé, modifié le 26 novembre 2018 ;

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine* » ;

APRÈS échange contradictoire avec l'exploitant sur le rapport des services de l'inspection des installations classées ;

SUR proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,

ARRÊTE

Article 1 :

La société SARP GRAND EST (siège social : 28 Boulevard de Pesaro, 92000 Nanterre), est mise en demeure :

- de porter à la connaissance du préfet du Bas-Rhin, dans un délai **de trois mois** suivant la notification du présent arrêté, en application de l'article R 181-46 II du code de l'environnement, avec tous les éléments d'appréciation, les modifications notables apportées à ses installations du 14 rue de Rouen à 67000 STRASBOURG, ainsi qu'aux modalités d'exploitation de ces installations,
- de réaliser, dans le délai de **quinze jours**, la surveillance des eaux résiduaires qu'elle fait traiter à la station d'épuration de Strasbourg-La Wantzenau, conformément à l'article 9.4.1 de l'arrêté préfectoral susvisé.

Article 2 : mesures de publicité

En application des dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement et en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin, pendant une durée minimale de deux mois.

Article 3 : sanctions administratives

Faute pour l'exploitant de se conformer dans les délais aux dispositions de la présente mise en demeure de respecter des prescriptions techniques, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 : voies et délais de recours

La présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Strasbourg (31 avenue de la Paix – BP 51038 Strasbourg cedex), ou sur le site www.telerecours.fr, par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

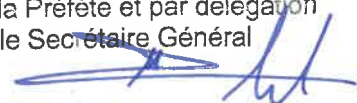
Article 5 : exécution

- le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin,
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société SARP GRAND EST, par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée au maire de STRASBOURG.

La préfète,
Pour la Préfète et par délégation
le Secrétaire Général



Mathieu DUHAMEL